

Publicação TEMOIGNAGE CHRETIEN Date 6 1 8 1 7 9  
 Localidade Lis Página 12  
 Tendência política Católica Prag.  
 Frequência Semanal Tiragem aproximada 35 mil ex.

## PORTUGAL

# Les énigmes du général Eanes

*Le gouvernement que vient de former pour quatre mois, Maria de Lurdes Pintassilgo, démontre que le chef de l'Etat portugais ne s'oppose pas à un retour de la gauche.*

Le général Eanes n'a pas fini de dérouter les observateurs de la politique portugaise. Esprit machiavélique pour les uns, homme versatile pour les autres, cet ancien expert de la guerre psychologique en Afrique se débat avec obstination pour sortir le Portugal des méandres d'une situation périlleuse.

A sa décharge, il faut souligner que son élection, en juin 1976, à la présidence de la République, portait, déjà, le sceau de la confusion politique. Le général Eanes, cerveau du coup de force militaire du 25 novembre 1975 contre l'extrême-gauche, a été désigné candidat au fauteuil présidentiel par une des fractions de gauche du MFA, le groupe des Neuf, animée par le major Melo Antunes. Sur le plan politique, cette candidature a été appuyée par une coalition hétéroclite rassemblant : les socialistes de Mario Soarès, les sociaux démocrates de Sá Carneiro et les démocrate-chrétiens de Freitas do Amaral. Un tel

compromis devait avoir une conséquence majeure : s'il évitait, à court terme un affrontement sanglant au sein des forces armées divisées, sur le plan politique, il remettait en selle les forces de droite, quelque peu secouées par la « révolution des œillets ».

Au plan militaire, il faut dire clairement que le général Eanes a trahi ses amis du groupe des Neuf, pourtant majoritaires au sein du Conseil de la Révolution et disposant de réels soutiens dans les casernes. C'est dire qu'une autre politique militaire était envisageable — malgré les pressions de l'OTAN — que celle des procès factices, des mises à la retraite anticipées et des expulsions pour certains militaires ayant participé activement à la révolution. Et, non content de promouvoir dans les états-majors les soudards de l'ancien régime, le général Eanes s'est opposé à la publication d'une loi d'amnistie se rapportant aux événements des 11 mars et 25



Le nouveau premier ministre portugais : Maria de Lurdes Pintassilgo.  
Quatre mois pour gérer la crise.



AFP

Fundação Cuidar o Futuro

novembre 1975. Le parlement, grâce à une majorité de gauche miraculeusement « retrouvée » a pu finalement s'opposer, le 2 juillet dernier, au veto du chef de l'Etat.

Au plan politique, le général Eanes n'a, guère, pu échapper à l'attraction des partis. Toutes les combinaisons échafaudées pour mettre sur pied un gouvernement de « techniciens », appuyé à l'assemblée de la République par sa majorité présidentielle, ont échoué. Le chef de l'Etat s'est heurté à deux obstacles majeurs.

### Une nouvelle gauche socialiste ?

Depuis le triomphe de la « révolution des œillets », le Portugal est doté d'une Constitution socialiste. Celle-ci détermine des choix socio-économiques

qui sont, à l'évidence, à l'opposé des discours tenus par les dirigeants du PSD ou du CDS. Cela signifie que le général Eanes ne pouvait compter que sur une des trois composantes de sa majorité, le parti socialiste (appuyé par le parti communiste au parlement), pour s'opposer à une révision anticipée de la Constitution, qui aurait fait figure de coup d'Etat, aux yeux des démocrates.

La faiblesse idéologique du parti socialiste, composite, artificiellement gonflé par les résultats de deux élections législatives, a anéanti tous les espoirs et faciliter le grignotage constitutionnel. Si le dialogue avec un parti communiste dogmatique n'est pas facile, Mario Soarès et ses amis ne feront pas croire aux hommes de gauche que la défense des libertés se marchande à coups de compromis et de pactes avec la droite !

La nomination, le 19 juillet, de Maria de Lurdes Pintassilgo au poste de premier ministre d'un gouvernement de « gestion », qui vient d'être formé (mais qui ne durera que quatre mois), démontre cependant que le général Eanes ne s'est jamais farouchement opposé à un gouvernement de gauche. Mais faute d'une majorité parlementaire, et devant les atermoiements d'un PS en quête, une nouvelle fois, d'hypothétiques accords avec la droite, le chef de l'Etat s'est résolu à dissoudre l'assemblée de la République. En novembre prochain, des élections législatives anticipées auront donc lieu qui peuvent sonner le glas des ambitions de Mario Soarès et, sait-on jamais, favoriser l'émergence d'une nouvelle gauche socialiste dont Maria Pintassilgo est la légitime représentante.

Alain ECHEGUT

